

**Assemblée générale**

Distr. générale  
14 janvier 2014

Original: français

---

**Conseil des droits de l'homme  
Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-septième session,  
26-30 août 2013**

**N° 25/2013 (Maroc)**

**Communication adressée au Gouvernement le 25 juin 2013**

**Concernant: Ali Aarrass**

**Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-10265



\* 1 4 1 0 2 6 5 \*

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### **Informations reçues**

#### *Communication émanant de la source*

3. Le cas ci-dessous a été soumis au Groupe de travail sur la détention arbitraire dans les termes suivants:

4. M. Ali Aarrass, citoyen marocain et belge, né le 4 mars 1962 à Farkhana (région de Nador) au Maroc, est marié et père d'une petite fille. Il réside habituellement rue General Palafox, n°16 Bajo, à Melilla (Espagne) où il exerce la profession de transporteur.

5. Le 1<sup>er</sup> avril 2008, M. Aarrass a été arrêté et placé en détention à Algésiras (Espagne) en vue de son extradition vers le Maroc. Cette arrestation s'inscrivait dans le cadre d'un mandat d'arrêt international émis le 25 mars 2008 par le Procureur du Roi auprès de la Cour d'appel de Rabat, en lien avec une procédure pénale instruite contre plusieurs personnes accusées d'appartenance à un réseau terroriste, le réseau dit de «Belliraj» du nom du principal inculpé.

6. D'après la source, M. Belliraj aurait d'abord cité le nom de M. Aarrass au cours de l'enquête préliminaire durant laquelle il était détenu au secret avant de se rétracter devant le juge d'instruction, précisant avoir été sauvagement torturé pour faire de faux aveux. Au cours de son procès, M. Belliraj a confirmé avoir été torturé pour mettre en cause d'autres personnes.

7. La source affirme que dans le cadre de cette affaire, une instruction sur la base des mêmes faits avait été diligentée en Espagne et s'était soldée par une décision de non-lieu en faveur de M. Aarrass. Cependant, la procédure d'extradition a continué à être examinée par la justice espagnole qui a finalement fait droit à la demande des autorités marocaines. Le Conseil des ministres espagnol a validé cette décision le 19 novembre 2010.

8. Le 25 novembre 2010, en raison des risques imminents d'extradition de leur mandant, M<sup>e</sup> Dounia Alamat et M<sup>e</sup> Christophe Marchand, avocats au barreau de Bruxelles, et M<sup>e</sup> Mohamed Ali Nayim du barreau de Melilla ont adressé une communication urgente au Comité des droits de l'homme en vue de faire adopter des mesures provisoires pour empêcher le renvoi forcé de M. Aarrass.

9. Le 26 novembre 2010, le Comité des droits de l'homme a fait droit à la requête des avocats, priant expressément l'État partie, l'Espagne, de ne pas extraditer M. Aarrass vers le Maroc tant qu'une décision définitive n'aurait pas été rendue.

10. Le 14 décembre 2010, les autorités espagnoles ont procédé à l'extradition de M. Ali Aarrass vers l'aéroport de Casablanca. Ni sa famille ni ses avocats n'ont été informés de cette mesure.

11. La source rapporte que lorsque M. Aarrass est arrivé à l'aéroport de Casablanca, il a été emmené menotté vers un véhicule où l'attendaient d'autres policiers qui lui ont couvert les yeux d'un bandeau noir puis l'ont conduit à Témara. Il rapporte qu'en sortant du véhicule, il a été violemment frappé et insulté par plusieurs personnes qui l'ont ensuite entièrement déshabillé et conduit dans une pièce où régnait une obscurité totale.

12. M. Aarrass a été torturé sans relâche cinq jours durant: il a notamment été frappé, électrocuté et a subi une simulation de noyade qui l'a fait s'évanouir. Il a également été menacé de viol et privé de sommeil, de nourriture et d'eau. Il a reçu des injections qui ont entraîné une crise de démence suivie d'un état d'inconscience.

13. M. Aarrass a ensuite été emmené chez un proche à Nador. Le but était de forcer M. Aarrass à révéler des informations sur des armes qui auraient été dissimulées chez cette personne. Aucune arme n'ayant été trouvée, il a été conduit au commissariat de la police locale où il a été de nouveau torturé durant une nuit entière. Le lendemain matin, il a été emmené dans une forêt voisine où il a fait l'objet d'une simulation d'exécution.

14. M. Aarrass a enfin été ramené au siège de la Direction générale de la surveillance du territoire à Témara où des séances de tortures ont repris comme au jour de son arrivée, et ce pendant trois jours, suivies d'une autre simulation de mise à mort.

15. M. Aarrass a été transféré le 23 décembre 2010 à la brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ) de Casablanca avant d'être déféré le lendemain au parquet de la cour d'appel de Salé dans un état physique et psychologique déplorable. Il est rapporté qu'il ne pouvait ni parler, ni se mouvoir, ni même se tenir debout.

16. Le juge d'instruction désigné par le Procureur du Roi a procédé à un interrogatoire sommaire, en l'absence de tout avocat. Les proches de M. Aarrass n'ont pris connaissance de cette présentation devant un juge que le 27 décembre 2010, par la presse. Le premier contact avec un avocat a également eu lieu ce jour-là, en présence du directeur adjoint de la prison de Salé, qui était accompagné de gardiens.

17. Le procès de M. Aarrass, qui était accusé de «participation à un réseau terroriste et de trafic d'armes» s'est tenu le 24 novembre 2011. L'accusation n'a produit aucun élément matériel et s'est fondée uniquement sur les procès-verbaux établis au centre de Témara, signés sous la contrainte et rédigés en arabe, langue que M. Aarrass ne lit pas.

18. Après moins d'une heure de débats expéditifs au cours desquels les magistrats ont refusé de prendre en compte les vices de procédure et les violations graves des droits de la défense et de l'accusé, M. Aarrass a été condamné à 15 années d'emprisonnement.

19. Après le recours en appel interjeté par la victime contre sa condamnation, la cour d'appel de Salé a ramené la peine initiale à 12 ans d'emprisonnement, lors d'un procès tout aussi expéditif en date du 1<sup>er</sup> octobre 2012. La juridiction de contrôle a refusé de prendre en compte les allégations de tortures formulées par l'accusé et d'ordonner une expertise médicale sérieuse pour en établir la réalité.

20. Le 2 mai 2011 M. Aarrass a décidé de saisir le secrétaire général du Conseil national des droits de l'homme pour l'informer des tortures qu'il avait subies en garde à vue. À ce jour, il n'a toujours pas obtenu de réponse.

21. Ses avocats ont soumis une plainte devant le Comité contre la torture. Cette procédure est actuellement pendante.

22. La source considère que la détention actuelle de M. Aarrass ne peut s'interpréter que comme une privation arbitraire de liberté relevant de la catégorie III des catégories auxquelles se réfère le Groupe de travail. La privation de liberté de M. Aarrass constitue une violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment de ses articles 9, paragraphes 1 et 4, et 14, paragraphe 1. Elle constitue également une violation de l'article 23 de la Constitution marocaine.

23. La source rapporte que M. Aarrass a été torturé durant les dix jours de sa garde à vue au secret afin de lui extorquer des déclarations, qu'il n'a pas bénéficié d'une assistance juridique et qu'il n'a jamais été autorisé à contacter ses proches. Il a subi des sévices et a été délibérément soustrait à la protection de la loi avant d'être contraint à signer des aveux propres à servir de fondement aux poursuites pénales et à le faire condamner.

24. La source juge le procès de M. Aarrass inéquitable et relève qu'il n'a, à aucun moment de la procédure d'instruction ni davantage devant les juridictions de jugement, été en mesure de contester le bien-fondé des accusations portées contre lui. La condamnation de M. Aarrass est basée exclusivement sur des procès-verbaux d'enquêtes préliminaires établis dans des conditions illégales durant la période où il était détenu au secret.

25. La source maintient que les juges ont refusé de prendre en compte les déclarations de M. Aarrass selon lesquelles il avait été torturé et avait été contraint de signer des procès-verbaux sans comprendre de quoi il s'agissait, alors qu'ils étaient tenus de prendre ses allégations en considération et d'ordonner l'ouverture d'une enquête.

#### *Réponse du Gouvernement*

26. Par lettre datée du 25 juin 2013, le Groupe de travail a demandé au Gouvernement marocain de lui faire parvenir tout renseignement qu'il souhaitait apporter en réponse aux allégations précitées.

27. Le Gouvernement n'a pas répondu à cette lettre et n'a pas non plus sollicité un report du délai, comme l'y autorisent les dispositions du paragraphe 16 des méthodes de travail. En conséquence, le Groupe de travail s'estime fondé à rendre un avis sur la base des informations dont il dispose.

#### **Discussion**

28. La lecture des allégations laisse apparaître que M. Aarrass est poursuivi pour être membre d'un réseau terroriste; qu'il a fait l'objet de tortures et de détention au secret pendant dix jours; qu'il n'a pu bénéficier de l'assistance d'un avocat pendant toute cette période; que sa condamnation est fondée uniquement sur des procès-verbaux écrits en arabe, alors qu'il ne comprend pas cette langue, et obtenus sous la contrainte; que les accusations ne reposent sur aucun élément matériel, surtout s'agissant de la participation à un réseau terroriste avec trafic d'armes; que la Cour d'appel a refusé d'ordonner une expertise médicale sur les allégations d'actes de tortures et que, sur ce point, le Conseil national des droits de l'homme saisi n'a pas réagi; et, enfin, que la plainte déposée devant le Comité contre la torture suit son cours.

29. Le Groupe de travail regrette que, pour des allégations aussi graves, le Gouvernement n'ait pas cru devoir répondre, surtout que durant la même période, il a répondu à d'autres communications, ce dont le Groupe de travail se félicite.

30. Le Groupe de travail ajoute que le Comité contre la torture, dans ses observations finales (CAT/C/MAR/CO/4, par. 8) sur le quatrième rapport périodique présenté par le Maroc en novembre 2011, a noté avec préoccupation que la loi n° 03-03 de 2003 contre le terrorisme étendait la période légale de la garde à vue à 12 jours dans les affaires de terrorisme et ne permettait l'accès à un avocat qu'au bout de 6 jours, amplifiant ainsi le

risque de torture des suspects détenus. Le Groupe de travail note que c'est précisément pendant les périodes au cours desquelles ils ne peuvent pas communiquer avec leur famille et leurs avocats que les suspects sont le plus susceptibles d'être torturés (Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, art. 2 et 11.).

31. Le Groupe de travail précise que le Comité contre la torture indiquait également dans ses observations finales (CAT/C/MAR/CO/4, par. 10) qu'il était préoccupé par les nombreuses allégations de torture et de mauvais traitements commis par les officiers de police, les agents pénitentiaires et plus particulièrement les agents de la Direction de la surveillance du territoire (DST) – désormais reconnus comme officiers de police judiciaire –, lorsque les personnes étaient privées de l'exercice des garanties juridiques fondamentales comme l'accès à un avocat, en particulier celles suspectées d'appartenir à des réseaux terroristes ou d'être des partisans de l'indépendance du Sahara occidental ou durant les interrogatoires dans le but de soutirer des aveux aux personnes suspectées de terrorisme (Convention contre la torture, art. 2, 4, 11 et 15).

32. Le Groupe de travail fait référence à son avis n° 40/2012.

33. Ces observations sont de nature à corroborer les allégations précitées et, en l'absence de réaction du Gouvernement, le Groupe de travail estime que de telles violations ne militent pas en faveur d'un procès juste et équitable, avec toutes les garanties requises par le droit international.

#### **Avis et recommandations**

34. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

Sur la base de ces observations, la détention et la condamnation fondées sur des aveux obtenus sous la torture, en l'absence d'éléments matériels ou autres et sans que des investigations soient menées en vue de s'assurer de la sincérité des aveux, sont contraires aux articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

35. En conséquence, le Groupe de travail prie le Gouvernement marocain de bien vouloir procéder à la libération immédiate de M. Aarrass, de lui allouer une réparation appropriée et de mieux collaborer, à l'avenir, avec le Groupe de travail, comme l'invitent à le faire les résolutions pertinentes du Conseil des droits de l'homme.

*[Adopté le 28 août 2013]*